

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 6 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TERRALIA

« Bois de Linière »
58160 La Fermeté

Références : 230006
Code AIOT : 0025100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2022 dans l'établissement TERRALIA, implanté au lieu-dit « Linière » - 58160 LA FERMETÉ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- « Linière » - 58160 LA FERMETÉ
- Code AIOT : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

L'ISDND TERRALIA est un centre d'enfouissement de déchets autorisé en cours d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets
- AN 2022 : conditions de l'élimination

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
7	Contenu de la caractérisation de base	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
4	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 sur les conditions d'éliminations dans les exutoires de déchets non dangereux (ISDND et UIOM non UVE). Ont été contrôlées les nouvelles obligations réglementaires concernant la procédure d'acceptation des déchets sur site pour laquelle une période de tolérance est octroyée jusqu'au 31/12/2022.

Globalement, il est constaté que l'exploitant a pris connaissance des obligations réglementaires introduites par le code de l'environnement aux articles R. 541-48-3 et 4 imposant la remise d'un rapport de caractérisation matière et d'un document justifiant le tri à la source des déchets qui incombe à tout producteur de déchet. Tous les apporteurs ont remis les documents composant la nouvelle procédure d'acceptation préalable le jour de la visite.

Par ailleurs, le système de surveillance des déchargements de déchets est mis en place mais ne permet pas de visualiser les enregistrements du mois de septembre pour des raisons développées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire. Les modalités de mise en œuvre de cette procédure de contrôle, notamment le contenu du rapport de caractérisation, les analyses et tests requis et les conditions dans lesquelles s'opère le contrôle visuel, sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : Un contrôle visuel est mis en place au moment du déchargement du camion et une non-conformité est appliquée si une fraction valorisable est découverte dans l'apport du producteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° À compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° À compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>Constats : Il est globalement constaté que l'exploitant est au fait de la réglementation applicable et est en mesure de fournir le rapport de caractérisation pour l'intégralité des producteurs de déchets depuis le 30/06/2022. L'exploitant indique refuser l'accès à ses clients n'ayant pas réalisé une caractérisation matière de ses apports qui sont alors renvoyés vers un laboratoire spécialisé ou un centre de tri. Cette dernière option est notamment retenue pour les petits apporteurs qui ont l'obligation d'effectuer un tri à la source et, le cas échéant, envoyer leurs déchets dans un centre de tri.</p> <p>L'exploitant dispose de modèles propres à la société PAPREC en matière de caractérisation. Il est rappelé au cours de l'inspection que les directives du MTE, des modèles de documents ainsi qu'un exemple de protocole de caractérisation sont disponibles sur internet via le lien suivant : https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</p> <p>De la même manière que les modèles de rapport, le protocole de caractérisation est interne à l'entreprise et ne répond pas aux critères d'une norme. La distinction entre le protocole du MTE et celui de la société PAPREC réside dans la caractérisation de fines définie avec un seuil plus haut dans le protocole PAPREC, ce qui peut avoir pour conséquence d'augmenter la proportion de ces matières dans la caractérisation finale.</p> <p>L'exploitant indique ne pas prévoir de mettre en œuvre une contre caractérisation, en cas de doute concernant les dépassements des seuils du R. 541-48-3 sur un apport entrant. Les principales difficultés évoquées par l'exploitant concernent l'absence de moyens permettant de séparer les différentes fractions d'une benne et les peser précisément dans un temps raisonnable. Néanmoins, un contrôle visuel est mis en place au moment du déchargement du camion et une non-conformité est appliquée si une fraction valorisable est découverte dans l'apport du producteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4

Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>À cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° À compter du 1^{er} janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° À compter du 1^{er} janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p> <p>III.-Les I et II ne s'appliquent pas :</p> <p>1° Aux déchets mentionnés au 1^{er} duodecimes du II de l'article 266 sexies du code des douanes dont, en vertu de l'arrêté prévu par ces dispositions, la valorisation matière est interdite ou l'élimination</p>

prescrite ;

2° Aux résidus de tri issus d'installations qui réalisent un tri de déchets, à la condition qu'elles respectent les prescriptions édictées par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu au premier alinéa de l'article L. 541-24 ;

3° Aux installations de stockage ou d'incinération de déchets non dangereux non inertes exclusivement utilisées aux fins d'élimination des déchets que l'exploitant produit.

Constats : Comme évoqué précédemment dans le présent rapport, les producteurs autorisés à décharger dans l'enceinte du site ont tous remis une attestation sur l'honneur. En cas de collecte groupée ou bien passage sur un quai de transfert ou centre de tri, l'intermédiaire s'occupe de fournir une attestation unique pour ses clients, producteurs initiaux des déchets.

Le modèle de la société PAPREC ne contient pas une liste exhaustive des obligations de tri ainsi qu'une description de nature à démontrer le respect de ces obligations (la liste des collectes séparées, consignes de tri, et des documents justifiant de ce tri). L'exploitant indique que la liste des collectes séparées et des moyens mis en place transparaît dans le résultat du rapport de caractérisation. Le rapport est effectivement un indicateur permettant de s'assurer que les tonnages envoyés en ISDND ne contiennent pas de matériaux devant faire l'objet d'une collecte sélective ou d'un tri à la source.

Néanmoins, il est légitime de préciser les moyens mis en place par les producteurs ainsi que les documents permettant de justifier que le tri est effectivement réalisé (exemple : attestation de valorisation matière d'application réglementaire). Nous pourrions citer, à titre d'exemple, la fromagerie, évoquée dans la suite du présent rapport, dont les apports sont constitués (d'après le rapport de caractérisation) de 30 % de plastiques. Il reste à démontrer que :

- ce flux n'est pas valorisable, c'est-à-dire que le producteur a réalisé une démarche active de recherche d'une filière de sortie ou s'est renseigné sur la nécessité d'envoyer ses déchets en centre de tri ;
- ce dernier met déjà en place une démarche active de tri à la source des différents flux de déchets. Pour rappel, cela concerne potentiellement pour ce producteur : les biodéchets (inclut les huiles alimentaires) et le 5 flux (papier, métal, plastique, verre et bois).

Le rapport de caractérisation ne permet pas, dans cet exemple, de s'assurer que cette obligation soit satisfaite, ce point est développé dans la suite du rapport. Il est rappelé que la période de tolérance est fixée au 31/12/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet ; - la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet entrant ; - le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée. <p>Constats : L'analyse du registre des déchets entrants pour l'année 2021 montre que l'installation a réceptionné 50 987 tonnes de déchet pour une capacité annuelle autorisée à hauteur de 50 000 tonnes de déchets sans information préalable à l'administration. L'exploitant explique ce dépassement par le fait que ce tonnage comprend des déchets d'Ordures Ménagères pour 1067 tonnes en provenance de la ville de BOURGES. Ces déchets, normalement prévus pour un traitement dans l'usine d'incinération de Pithiviers, ont été acceptés sur le site de La Fermeté pendant des périodes d'arrêt d'usine pour panne et en appliquant l'article L. 541-25-1 du code de l'environnement. Ainsi, compte tenu de ces circonstances exceptionnelles, le tonnage annuel réceptionné sur l'ISDND de La Fermeté est de 49 920 tonnes, ce qui respecte la capacité annuelle autorisée égale à 50 000 t/an.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant indique en inspection que la demande de dévoiement vers son installation n'a fait l'objet d'aucune demande préalable à l'administration. Dans ce cas de figure, il convient, à l'avenir, d'en informer l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne en justifiant que tous les exutoires de proximités ne sont pas en mesure d'accueillir l'intégralité du flux détourné.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit disposer d'une autorisation écrite de la part du planificateur déchet régional de la zone de provenance des déchets (le conseil régional).</p> <p>Observations : Il est à noter que l'exploitant indique d'ors et déjà renseigner le RNDTS dont la saisie devient obligatoire à compter de la fin de la période de tolérance (31/12/2022 repoussée au 30/04/2023 : https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments#scroll-nav__7).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«[...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>[...]»</p>
Constats : Les tonnages déclarés sur GEREP sont cohérents avec les tonnages saisis dans le registre des déchets entrant de l'installation pour l'année 2021. Ce point n'appelle pas de commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle vidéo des déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.
L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'État mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'État mentionnés au 1°.

Constats : Pour chaque déchargement choisi sur le registre de septembre 2022, il est demandé à l'exploitant de présenter les images de la surveillance vidéo associée. L'exploitant explique ne pas être en mesure de présenter ces dernières pour les raisons suivantes : l'ISDND de La Fermeté est un site pilote pour la société PAPREC qui s'est donc vu priver d'un tel système au début de l'année 2022, 9 mois avant la fin de la période de tolérance réglementaire fixée au 31/09/2022. L'absence d'enregistrement pour septembre fait suite à une erreur humaine dans le paramétrage du stockage des données, fixé à 30 jours au lieu de la période d'un an prévue par la réglementation.

Le stockage des données étant distant (le Naas est situé au siège de la société PAPREC à Lyon), l'exploitant indique ne pas avoir la main sur ce paramétrage et doit effectuer une demande afin d'accéder au flux vidéo stocké depuis plus d'un mois.

Il est rappelé l'importance de tester régulièrement le fonctionnement du système de surveillance vidéo via un protocole de contrôle s'il l'estime nécessaire. D'autre part, l'exploitant veillera à préciser le délai d'obtention des flux vidéos stockés en externe en cas de demande de l'inspection.

Les flux vidéos pour le mois d'octobre sont disponibles et présentés pour le déchargement associé à la fromagerie déjà évoquée dans le présent rapport. Il s'agit de sacs OMr noirs reconnaissables bien que l'image soit peu nette.

En revanche, sur un autre déchargement contenant des refus de tri non emballés, le flux n'est pas identifiable sur la vidéo, probablement du fait de la distance entre le camion et la caméra estimée

à 40 mètres par l'exploitant. Les plaques des véhicules sont identifiées sur les caméras à l'entrée de l'installation, au niveau du pont bascule.

Non-conformité: Ainsi il convient de faire en sorte que :

- le flux vidéo stocké le soit sur un an et soit accessible en cas de contrôle ;
- les déchargements de déchets soient identifiables sur la vidéo.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contenu de la caractérisation de base

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu de la caractérisation de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 1. Caractérisation de base La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets non dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base. a) Informations à fournir : - source et origine du déchet ; - les documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations de tri du producteur des déchets, pour les déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage. b) Essais à réaliser : Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser : - une caractérisation permettant de justifier que le déchet n'est pas interdit d'acceptation en installation de stockage de déchets conformément à l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement. Cette caractérisation n'est pas exigée pour les déchets listés aux 1° à 8° du II de l'article R. 541-48-3 ; - le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation via un test de lixiviation à réaliser selon les normes en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées. [...] Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants : - toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment

justifiées ;

- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

c) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur des déchets informe l'exploitant du centre de stockage de déchets des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

d) Caractérisation de base et vérification de la conformité :

La fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres pertinents qui y seront recherchés sont déterminés sur la base des résultats de la caractérisation de base. En tout état de cause, la vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après la caractérisation de base et à renouveler au moins une fois par an[...].

3. Justification du respect des obligations de tri du producteur

Pour les déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement, les documents prévus à cet article [...].

Constats : Les documents relatifs à l'acceptation préalable sont contrôlés pour quatre producteurs choisis dans le registre de septembre 2022. Globalement, les documents (FIPAD, rapport de caractérisation et attestation de tri à la source) sont présents et contiennent les informations concernant les caractéristiques du déchet. Le contrôle appelle, par déchargement daté et associé à un producteur, les constats suivants :

- Déchargement de RVDL en date du 15/09/2022 : ce producteur regroupe des déchets classés en 20 03 01 et associés à la dénomination « Déchet ultime ». **Une dénomination permettant d'identifier la nature et le type de déchet serait plus appropriée (exemple : « refus de tri DAE ») avec une codification en 19 12 12 puisque les déchets ont subi une opération mécanique de tri.** L'attestation sur l'honneur, bien que présente, ne précise pas les flux triés et les moyens mis en place afin de séparer les différentes fractions de déchets (tri à la source et collecte séparée, mis en œuvre d'opération de tri mécanique spécifiques, etc.). En revanche, le rapport de caractérisation permet de discriminer et spécifier les différents flux réceptionnés par bennes dans l'enceinte du centre de tri qui est, de ce fait, complémentaire à l'attestation selon l'exploitant. Ce point est assez peu transparent car le document ne fait pas état :

- des flux triés séparément et des opérations effectivement réalisées dans l'enceinte du centre de tri permettant d'assurer une qualité de tri minimale ;
- des documents réceptionnés pour le flux effectivement valorisé (attestation de valorisations) ;
- d'autre part, il apparaîtrait pertinent de faire apparaître les performances du centre de tri pour l'année N-1, c'est-à-dire le taux de refus de tri pour les différents flux triés.

L'exploitant veillera à modifier la codification du déchet ainsi que la dénomination usuelle du déchet. D'autre part, et à compter de la fin de la période de tolérance fixée au 31/12/2022, il convient de présenter des attestations de justification de tri conforme à la réglementation.

- Déchargement de la déchetterie St Julien en Jonzy en date du 23/09/2022 : la dénomination usuelle « encombrant » présente dans le registre et la FIPAD est peu parlante. Il faudrait qu'apparaisse le fait qu'il s'agisse d'une collecte séparative en déchetterie de déchets non valorisables (**exemple** : « apport non valorisable collecté séparément en déchetterie »). Concernant la justification de la mise en place du tri à la source pour certains flux de déchets, la

communauté de communes a fourni un document s'apparentant aux documents mis à disposition du MTE à l'adresse suivante : <https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

Le rapport de caractérisation n'appelle pas d'observation.

- Déchargement de PAPREC METAL DIJON (ex. DESPLAT) en date du 27/09/2022 : ce producteur exerce une activité de collecte de métal et opère un tri sur des flux de DAE. **La dénomination usuelle du déchet « Déchets Ultimes refus de tri » du registre pourrait évoluer afin de refléter le caractère industriel de la production de déchet en plus de l'opération de traitement (ex : « refus de tri de DAE »).** Le rapport de caractérisation laisse apparaître un taux de fines de 30 % : ce taux semble élevé d'autant que cette fraction ne permet pas de caractériser précisément le gisement. Ceci s'explique par le fait que le protocole de PAPREC considère les fines comme étant des matières de taille inférieure à 400 mm.

- Déchargement de la Fromagerie Terre d'Or en date du 29/09/2022 : le rapport de caractérisation indique un taux de plastique de 30 %. La question du caractère valorisable de ce flux est posée à l'exploitant qui indique qu'il s'agit d'emballages souillés par l'activité du producteur. Néanmoins, le conditionnement des déchets est réalisé au moyen de sacs OMR ce qui empêche l'exploitant de voir le contenu et d'apprécier sa nature réelle. D'autre part, ce flux de déchet est classé en 20 03 01 ce qui ne laisse pas apparaître le caractère industriel de la production de ce déchet, le code 15 01 03 « emballages en matières plastiques » correspond à la typologie du déchet et à son caractère industriel.

L'exploitant indique que le contenu des sacs OMR n'a pas été inspecté afin de voir s'il s'agissait effectivement de plastiques souillés et demander, le cas échéant, au producteur de rechercher une filière de valorisation pour ses déchets. Le modèle d'attestation sur l'honneur n'appelle pas de commentaire sur la forme, néanmoins sur le fond, comme évoqué précédemment, il n'est pas dit que le tri de ces déchets satisfasse à la réglementation, au moins en ce qui concerne le tri 5 flux.

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'établir un contrôle visuel de cet apport et de justifier, le cas échéant, le caractère non valorisable du flux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Observation: Pour les collectes communes de petits producteurs de déchets DAE assimilables à des OMR, l'adresse du producteur qui doit être indiquée est associée à la localité de la collecte c'est-à-dire les codes INSEE des communes de provenance des producteurs. D'autre part, le nom du producteur devant être renseigné dans le registre est celui du collecteur, qui est détenteur des déchets afin d'être conforme aux exigences de l'AM du 31/05/2021.

Proposition de suites : Sans objet

